



# Conditions Générales de Ventes de KaïZen'Nina - CGV

---

## Conditions Générales de Vente – KAIZEN NINA

Dernière mise à jour : 31/01/2025

---

## Conditions Générales de vente de produits en ligne à des consommateurs particuliers

Les présentes conditions générales de vente s'appliquent à toutes les ventes conclues sur le site Internet <https://kaizennina.podia.com>.

Le site Internet est un service de :

- La société TOLMES - EURL
- Numéro de SIRET : 537 479 255 000 11

- Adresse : 1 lieu dit MALVILLE, 44470 THOUARÉ SUR LOIRE, FRANCE
- E-mail : [contact@tolmes.fr](mailto:contact@tolmes.fr)
- Numéro de téléphone : 0777990384
- Hébergeur : PODIA

Le client déclare avoir pris connaissance et avoir accepté les conditions générales de vente antérieurement à la passation de sa commande. La validation de la commande vaut donc acceptation des conditions générales de vente.

### ***Préambules sur les avis clients***

Les avis collectés via l'outil Senja ne font pas l'objet d'une procédure de contrôle.

### ***Article 1 - Champ d'application et opposabilité des CGV (KaizenNina.com)***

Les présentes conditions générales expriment l'intégralité des obligations des parties. En ce sens, l'acheteur est réputé les accepter sans réserve.

Les présentes conditions générales de vente s'appliquent à l'exclusion de toutes autres conditions, et notamment celles applicables pour les ventes en magasin ou au moyen d'autres circuits de distribution et de commercialisation.

Elles sont accessibles sur le site internet <https://kaizennina.podia.com> et prévaudront, le cas échéant, sur toute autre version ou tout autre document contradictoire, à l'exclusion de la version téléchargée par le client au moment de sa commande.

Les présentes conditions générales de vente régissent exclusivement les relations entre le vendeur et l'acheteur. Elles s'appliquent à l'exclusion de toute autre condition, notamment celles applicables pour des ventes en magasin ou par tout autre moyen.

Les CGV sont accessibles à tout moment sur le site [KaizenNina.com](https://kaizenNina.com) et prévalent, le cas échéant, sur toute version antérieure ou tout document

contradictoire. Elles sont susceptibles d'évoluer, et la version en vigueur au moment de la commande est celle qui fait foi entre les parties.

Le client peut télécharger une version des présentes CGV. Toutefois, en cas de divergence entre une version téléchargée et celle figurant sur le site, la version publiée sur [KaizenNina.com](https://KaizenNina.com) prévaudra toujours.

Le vendeur et l'acheteur conviennent que les présentes conditions générales régissent exclusivement leur relation. Le vendeur se réserve le droit de modifier ponctuellement ses conditions générales. Elles seront applicables dès leur mise en ligne.

Si une condition de vente venait à faire défaut, elle serait considérée être régie par les usages en vigueur dans le secteur de la vente à distance dont les sociétés ont leur siège en France.

Les présentes conditions générales de vente sont valables jusqu'au 19 septembre 2033.

## **Article 2 - Objet**

Les présentes CGV définissent les droits et obligations des parties dans le cadre de la vente en ligne de biens et services numériques via le site <https://kaizennina.podia.com>.

Les produits vendus concernent : des formations et ressources numériques autour de la parentalité.

## **Article 3 - Prix et paiement**

- Tous les prix sont affichés en euros (€) et s'entendent toutes taxes comprises (TTC).
- Le paiement est exigible en totalité au moment de la commande et s'effectue par carte bancaire via Stripe ou PayPal.

👉 En validant sa commande, l'acheteur reconnaît explicitement qu'il s'agit d'une commande avec obligation de paiement.

*Le vendeur se réserve le droit de modifier ses prix à tout moment mais s'engage à appliquer les tarifs en vigueur indiqués au moment de la commande, sous réserve de disponibilité à cette date.*

*Les prix sont indiqués en euros. Ils ne tiennent pas compte des frais de livraison, facturés le cas échéant, en supplément, et indiqués avant la validation de la commande. Les prix tiennent compte de la TVA applicable au jour de la commande et tout changement du taux applicable TVA sera automatiquement répercuté sur le prix des produits de la boutique en ligne.*

*Si une ou plusieurs taxes ou contributions, notamment environnementales, venaient à être créées ou modifiées, en hausse comme en baisse, ce changement pourra être répercuté sur le prix de vente des produits.*

En cas de problème technique empêchant l'accès au produit, l'acheteur peut contacter le support à [contact@tolmes.fr](mailto:contact@tolmes.fr). Une solution sera apportée dans un délai de 30 jours maximum.

#### **Article 4 - Accès aux produits numériques**

- Les contenus numériques sont accessibles immédiatement après validation du paiement.
- L'accès aux produits est valable à vie\*, sauf mention contraire spécifique indiquée sur la fiche produit.

\*Les formations et programmes achetés sur la plateforme Kaizen Nina donnent accès aux contenus pour une durée minimale garantie de dix (10) ans à compter de la date d'achat.

Cette durée est entendue hors cas de force majeure ou d'événements imprévisibles affectant l'infrastructure numérique (ex : fermeture définitive de la plateforme d'hébergement, disparition prolongée d'Internet, cessation d'activité indépendante de ma volonté, décès).

Dans tous les cas, la société TOLMES s'engage à prendre toutes les mesures raisonnables pour assurer la pérennité de l'accès aux contenus, y compris par la migration vers une autre plateforme, la mise à disposition d'un téléchargement sécurisé, ou tout autre moyen permettant aux utilisatrices de conserver l'essentiel de ce qu'elles ont acquis.

---

#### **Article 5 - Renonciation au droit de rétractation**

Conformément à l'article L.221-28 du Code de la consommation, le droit de rétractation ne s'applique pas aux contenus numériques fournis immédiatement

après l'achat.

👉 En validant sa commande, l'acheteur accepte expressément :

1. Que l'accès au contenu commence immédiatement après l'achat.
2. Qu'il renonce ainsi à son droit de rétractation de 14 jours.
3. Qu'il en a été informé avant la validation de sa commande.

## ***Article 6 - Confirmation de commande et support durable***

✉️ Après achat, l'acheteur reçoit deux e-mails :

1. Un premier mail de confirmation incluant :
  - Le nom du produit acheté
  - Le prix TTC
  - Un lien vers les présentes CGV
2. Un second mail avec :
  - Une version téléchargeable des CGV au format PDF
  - Le rappel de la renonciation au droit de rétractation
  - "L'acceptation des présentes conditions générales de vente vaut renonciation au délai de rétractation de 14 jours pour mise à disposition immédiate du contenu numérique sans support matériel, conformément à l'article L.221-28 du Code de la consommation."
  -

## ***Article 7 - Informations précontractuelles***

Avant la conclusion de tout contrat, les informations suivantes sont communiquées de manière lisible et compréhensible :

1. Les caractéristiques essentielles des produits, y compris la durée d'accès aux produits numériques (par exemple : "accessible pendant un an" ou "à vie", spécifiée sur chaque fiche produit).
2. L'absence de droit de rétractation pour les contenus numériques immédiatement accessibles, conformément à l'article L. 221-28 du Code de la consommation.
3. Les coordonnées du médiateur de la consommation en cas de litige :  
SAS Médiation Solution

- Adresse : 222 chemin de la bergerie, 01800 Saint Jean de Niost

- Email :

[contact@sasmediationsolution-conso.fr](mailto:contact@sasmediationsolution-conso.fr)

- Formulaire en ligne :

<https://www.sasmediationsolution-conso.fr>

4. Le lien vers la plateforme européenne de règlement des litiges :

<https://ec.europa.eu/consumers/odr>.

### Médiation et règlement des litiges

Conformément à l'article L. 612-1 du Code de la consommation, le consommateur, sous réserve de l'article L. 612-2 du même code, a la faculté d'introduire une demande de résolution amiable par voie de médiation dans un délai inférieur à un an à compter de sa réclamation écrite auprès du professionnel.

Pour saisir le médiateur :

- Par écrit : SAS Médiation Solution, 222 chemin de la bergerie, 01800 Saint Jean de Niost

- Par mail :

[contact@sasmediationsolution-conso.fr](mailto:contact@sasmediationsolution-conso.fr)

- En ligne : Formulaire « Saisir le médiateur » sur

<https://www.sasmediationsolution-conso.fr>

### Informations nécessaires pour saisir le médiateur

La demande doit impérativement contenir :

- Les coordonnées postales, téléphoniques et électroniques du demandeur,
- Le nom, l'adresse et le numéro d'enregistrement chez SAS Médiation

Solution du professionnel concerné,

- Un exposé succinct des faits,
- Copie de la réclamation préalable,
- Tous documents permettant l'instruction de la demande (bon de commande, facture, justificatif de paiement, etc.).

### **Informations sur les produits**

*Les produits régis par les présentes conditions générales sont ceux qui figurent sur le site internet du vendeur et qui sont indiqués comme vendus et expédiés par le vendeur. Ils sont proposés dans la limite des stocks disponibles.*

*Les produits sont décrits et présentés avec la plus grande exactitude possible. Toutefois, si des erreurs ou omissions ont pu se produire quant à cette présentation, la responsabilité du vendeur ne pourrait être engagée.*

*Les photographies des produits ne sont pas contractuelles.*

## **Article 8 - Signature électronique**

*La fourniture en ligne du numéro de carte bancaire de l'acheteur et la validation finale de la commande vaudront preuve de l'accord de l'acheteur :*

- *exigibilité des sommes dues au titre du bon de commande ;*
- *signature et acception expresse de toutes les opérations effectuées.*

*En cas d'utilisation frauduleuse de la carte bancaire, l'acheteur est invité, dès le constat de cette utilisation, à contacter le vendeur au numéro de téléphone suivant : 0777990384.*

## **Article 9 - Confirmation de commande**

*Le vendeur fournit à l'acheteur une confirmation de commande, par messagerie électronique.*

## **Article 10 - Preuve de la transaction**

*Les registres informatisés, conservés dans les systèmes informatiques du vendeur dans des conditions raisonnables de sécurité, seront considérés comme les preuves des communications, des commandes et des paiements intervenus entre les parties. L'archivage des bons de commande et des factures est effectué sur un support fiable et durable pouvant être produit à titre de preuve.*

## **Article 11 - Force majeure**

*Toutes circonstances indépendantes de la volonté des parties empêchant l'exécution dans des conditions normales de leurs obligations sont considérées comme des causes d'exonération des obligations des parties et entraînent leur suspension.*

*La partie qui invoque les circonstances visées ci-dessus doit avertir immédiatement l'autre partie de leur survenance, ainsi que de leur disparition.*

*Seront considérés comme cas de force majeure tous faits ou circonstances irrésistibles, extérieurs aux parties, imprévisibles, inévitables, indépendants de la volonté des parties et qui ne pourront être empêchés par ces dernières, malgré tous les efforts raisonnablement possibles. De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, outre ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et des tribunaux français : le blocage des moyens de transports ou d'approvisionnements, tremblements de terre, incendies, tempêtes, inondations, foudre, l'arrêt des réseaux de télécommunication ou difficultés propres aux réseaux de télécommunication externes aux clients.*

*Les parties se rapprocheront pour examiner l'incidence de l'événement et convenir des conditions dans lesquelles l'exécution du contrat sera poursuivie. Si le cas de force majeure a une durée supérieure à trois mois, les présentes conditions générales pourront être résiliées par la partie lésée.*

## **Article 12 - Propriété intellectuelle**

*Le contenu du site internet - formations et supports numérique - reste la propriété du vendeur, seul titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ce contenu.*

*Les acheteurs s'engagent à ne faire aucun usage de ce contenu ; toute reproduction totale ou partielle de ce contenu est strictement interdite et est susceptible de constituer un délit de contrefaçon.*

## **Article 13 - Informatiques et Libertés**

*Les données nominatives fournies par l'acheteur sont nécessaires au traitement de sa commande et à l'établissement des factures.*

*Elles peuvent être communiquées aux partenaires du vendeur chargés de l'exécution, du traitement, de la gestion et du paiement des commandes.*

 *L'acheteur dispose des droits suivants sur ses données personnelles :*

- *Droit d'accès : Il peut demander à consulter les données personnelles le concernant.*
- *Droit de rectification : Il peut demander la modification de ses informations*



en cas d'erreur.

- Droit de suppression : Il peut demander la suppression de ses données personnelles.
- Droit d'opposition : Il peut s'opposer à l'utilisation de ses données à des fins marketing.
- Droit à la portabilité : Il peut demander à récupérer ses données dans un format exploitable.
- Conformité RGPD : Les données sont traitées conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).
- Durée de conservation : Les données sont conservées uniquement pendant la durée nécessaire au traitement de la commande et à des obligations légales (ex : facturation).
- Exercice des droits : Pour toute demande liée à ses données personnelles, l'acheteur peut envoyer un message à [contact@tolmes.fr](mailto:contact@tolmes.fr).

### **Article 14 - Non-validation partielle**

*Si une ou plusieurs stipulations des présentes conditions générales sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.*

### **Article 15 - Non-renonciation**

*Le fait pour l'une des parties de ne pas se prévaloir d'un manquement par l'autre partie à l'une quelconque des obligations visées dans les présentes conditions générales ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.*

### **Article 16 - Titre**

*En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses, et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistants.*

## **Article 17 - Langue du contrat**

*Les présentes conditions générales de vente sont rédigées en langue française. Dans le cas où elles seraient traduites en une ou plusieurs langues étrangères, seul le texte français ferait foi en cas de litige.*

## **Article 18 - Médiation et règlement des litiges**

1. Coordonnées du médiateur de la consommation (à ajouter dès que trouvé).
2. Lien vers la plateforme européenne de règlement des litiges :  
<https://ec.europa.eu/consumers/odr>.

## **Article 19 - Loi applicable**

*Les présentes conditions générales sont soumises à l'application du droit français. Le tribunal compétent est le tribunal judiciaire.*

*Il en est ainsi pour les règles de fond comme pour les règles de forme. En cas de litige ou de réclamation, l'acheteur s'adressera en priorité au vendeur pour obtenir une solution amiable.*

## **Article 20 - Protection des données personnelles**

### **Données collectées**

*Les données à caractère personnel qui sont collectées sur ce site sont les suivantes :*

- **ouverture de compte** : lors de la création du compte de l'utilisateur, ses nom ; prénom ; adresse électronique ; n° de téléphone ;
- **connexion** : lors de la connexion de l'utilisateur au site web, celui-ci enregistre, notamment, ses nom, prénom, données de connexion, d'utilisation, de localisation et ses données relatives au paiement ;
- **profil** : l'utilisation des prestations prévues sur le site web permet de renseigner un profil, pouvant comprendre une adresse et un numéro de téléphone ;
- **paiement** : dans le cadre du paiement des produits et prestations proposés sur le site web, celui-ci enregistre des données financières relatives au

compte bancaire ou à la carte de crédit de l'utilisateur ;

- **communication** : lorsque le site web est utilisé pour communiquer avec d'autres membres, les données concernant les communications de l'utilisateur font l'objet d'une conservation temporaire ;
- **cookies** : les cookies sont utilisés, dans le cadre de l'utilisation du site. L'utilisateur a la possibilité de désactiver les cookies à partir des paramètres de son navigateur.

### **Utilisation des données personnelles**

Les données personnelles collectées auprès des utilisateurs ont pour objectif la mise à disposition des services du site web, leur amélioration et le maintien d'un environnement sécurisé. Plus précisément, les utilisations sont les suivantes :

- accès et utilisation du site web par l'utilisateur ;
- gestion du fonctionnement et optimisation du site web ;
- organisation des conditions d'utilisation des Services de paiement ;
- vérification, identification et authentification des données transmises par l'utilisateur ;
- proposition à l'utilisateur de la possibilité de communiquer avec d'autres utilisateurs du site web ;
- mise en oeuvre d'une assistance utilisateurs ;
- personnalisation des services en affichant des publicités en fonction de l'historique de navigation de l'utilisateur, selon ses préférences ;
- prévention et détection des fraudes, malwares (malicious softwares ou logiciels malveillants) et gestion des incidents de sécurité ;
- gestion des éventuels litiges avec les utilisateurs ;
- envoi d'informations commerciales et publicitaires, en fonction des préférences de l'utilisateur.

### **Partage des données personnelles avec des tiers**

Les données personnelles peuvent être partagées avec des sociétés tierces, dans les cas suivants :

- lorsque l'utilisateur utilise les services de paiement, pour la mise en oeuvre de ces services, le site web est en relation avec des sociétés bancaires et

*financières tierces avec lesquelles elle a passé des contrats ;*

- lorsque l'utilisateur publie, dans les zones de commentaires libres du site web, des informations accessibles au public ;*
- lorsque l'utilisateur autorise le site web d'un tiers à accéder à ses données ;*
- lorsque le site web recourt aux services de prestataires pour fournir l'assistance utilisateurs, la publicité et les services de paiement. Ces prestataires disposent d'un accès limité aux données de l'utilisateur, dans le cadre de l'exécution de ces prestations, et ont une obligation contractuelle de les utiliser en conformité avec les dispositions de la réglementation applicable en matière protection des données à caractère personnel ;*
- si la loi l'exige, le site web peut effectuer la transmission de données pour donner suite aux réclamations présentées contre le site web et se conformer aux procédures administratives et judiciaires ;*
- si le site web est impliquée dans une opération de fusion, acquisition, cession d'actifs ou procédure de redressement judiciaire, elle pourra être amenée à céder ou partager tout ou partie de ses actifs, y compris les données à caractère personnel. Dans ce cas, les utilisateurs seraient informés, avant que les données à caractère personnel ne soient transférées à une tierce partie.*

#### **Sécurité et confidentialité**

*Le site web met en oeuvre des mesures organisationnelles, techniques, logicielles et physiques en matière de sécurité du numérique pour protéger les données personnelles contre les altérations, destructions et accès non autorisés. Toutefois, il est à signaler qu'internet n'est pas un environnement complètement sécurisé et le site web ne peut pas garantir la sécurité de la transmission ou du stockage des informations sur internet.*

#### **Mise en oeuvre des droits des utilisateurs**

*En application de la réglementation applicable aux données à caractère personnel, les utilisateurs disposent des droits suivants, qu'ils peuvent exercer en faisant leur demande à l'adresse suivante : [contact@tolmes.fr](mailto:contact@tolmes.fr).*

- le droit d'accès : ils peuvent exercer leur droit d'accès, pour connaître les données personnelles les concernant. Dans ce cas, avant la mise en œuvre de ce droit, le site web peut demander une preuve de l'identité de l'utilisateur afin d'en vérifier l'exactitude.*

- *le droit de rectification : si les données à caractère personnel détenues par le site web sont inexactes, ils peuvent demander la mise à jour des informations.*
- *le droit de suppression des données : les utilisateurs peuvent demander la suppression de leurs données à caractère personnel, conformément aux lois applicables en matière de protection des données.*
- *le droit à la limitation du traitement : les utilisateurs peuvent de demander au site web de limiter le traitement des données personnelles conformément aux hypothèses prévues par le RGPD.*
- *le droit de s'opposer au traitement des données : les utilisateurs peuvent s'opposer à ce que ses données soient traitées conformément aux hypothèses prévues par le RGPD.*
- *le droit à la portabilité : ils peuvent réclamer que le site web leur remette les données personnelles qui lui sont fournies pour les transmettre à un nouveau site web.*

### **Evolution de la présente clause**

*Le site web se réserve le droit d'apporter toute modification à la présente clause relative à la protection des données à caractère personnel à tout moment. Si une modification est apportée à la présente clause de protection des données à caractère personnel, le site web s'engage à publier la nouvelle version sur son site. Le site web informera également les utilisateurs de la modification par messagerie électronique, dans un délai minimum de 15 jours avant la date d'effet. Si l'utilisateur n'est pas d'accord avec les termes de la nouvelle rédaction de la clause de protection des données à caractère personnel, il a la possibilité de supprimer son compte.*

## **Annexe :**

### **Code de la Consommation**

**Article L. 217-4 :** *"Le vendeur livre un bien conforme au contrat et répond des défauts de conformité existant lors de la délivrance.*

*Il répond également des défauts de conformité résultant de l'emballage, des instructions de montage ou de l'installation lorsque celle-ci a été mise à sa*

*charge par le contrat ou a été réalisée sous sa responsabilité."*

**Article L. 217-5 :** *"Le bien est conforme au contrat:*

*1° S'il est propre à l'usage habituellement attendu d'un bien semblable et, le cas échéant:*

- s'il correspond à la description donnée par le vendeur et possède les qualités que celui-ci a présentées à l'acheteur sous forme d'échantillon ou de modèle;*
- s'il présente les qualités qu'un acheteur peut légitimement attendre eu égard aux déclarations publiques faites par le vendeur, par le producteur ou par son représentant, notamment dans la publicité ou l'étiquetage;*

*2° Ou s'il présente les caractéristiques définies d'un commun accord par les parties ou est propre à tout usage spécial recherché par l'acheteur, porté à la connaissance du vendeur et que ce dernier a accepté."*

**Article L. 217-6 :** *"Le vendeur n'est pas tenu par les déclarations publiques du producteur ou de son représentant s'il est établi qu'il ne les connaissait pas et n'était légitimement pas en mesure de les connaître".*

**Article L. 217-7 :** *"Les défauts de conformité qui apparaissent dans un délai de vingt-quatre mois à partir de la délivrance du bien sont présumés exister au moment de la délivrance, sauf preuve contraire. Pour les biens vendus d'occasion, ce délai est fixé à six mois. Le vendeur peut combattre cette présomption si celle-ci n'est pas compatible avec la nature du bien ou le défaut de conformité invoqué."*

**Article L. 217-8 :** *"L'acheteur est en droit d'exiger la conformité du bien au contrat. Il ne peut cependant contester la conformité en invoquant un défaut qu'il connaissait ou ne pouvait ignorer lorsqu'il a contracté. Il en va de même lorsque le défaut a son origine dans les matériaux qu'il a lui-même fournis."*

**Article L. 217-9 :** *"En cas de défaut de conformité, l'acheteur choisit entre la réparation et le remplacement du bien. Toutefois, le vendeur peut ne pas procéder selon le choix de l'acheteur si ce choix entraîne un coût manifestement disproportionné au regard de l'autre modalité, compte tenu de la valeur du bien ou de l'importance du défaut. Il est alors tenu de procéder, sauf impossibilité, selon la modalité non choisie par l'acheteur."*

**Article L. 217-10 :** *"Si la réparation et le remplacement du bien sont impossibles, l'acheteur peut rendre le bien et se faire restituer le prix ou garder le bien et se faire rendre une partie du prix. La même faculté lui est ouverte : 1°*

*Si la solution demandée, proposée ou convenue en application de l'article L. 217-9 ne peut être mise en œuvre dans le délai d'un mois suivant la réclamation de l'acheteur ; 2° Ou si cette solution ne peut l'être sans inconvénient majeur pour celui-ci compte tenu de la nature du bien et de l'usage qu'il recherche. La résolution de la vente ne peut toutefois être prononcée si le défaut de conformité est mineur."*

**Article L. 217-11 :** *L'application des dispositions des articles L. 217-9 et L. 217-10 a lieu sans aucun frais pour l'acheteur. Ces mêmes dispositions ne font pas obstacle à l'allocation de dommages et intérêts.*

**Article L. 217-12 :** *"L'action résultant du défaut de conformité se prescrit par deux ans à compter de la délivrance du bien."*

**Article L. 217-13 :** *"les dispositions de la présente section ne privent pas l'acheteur du droit d'exercer l'action résultant des vices rédhibitoires telle qu'elle résulte des articles 1641 à 1649 du code civil ou toute autre action de nature contractuelle ou extracontractuelle qui lui est reconnue par la loi."*

**Article L. 217-14 :** *"L'action récursoire peut être exercée par le vendeur final à l'encontre des vendeurs ou intermédiaires successifs et du producteur du bien meuble corporel, selon les principes du code civil.*

- **Article L. 217-15 :** *"\*La garantie commerciale s'entend de tout engagement contractuel d'un professionnel à l'égard du consommateur en vue du remboursement du prix d'achat, du remplacement ou de la réparation du bien ou de la prestation de tout autre service en relation avec le bien, en sus de ses obligations légales visant à garantir la conformité du bien.*

La garantie commerciale fait l'objet d'un contrat écrit, dont un exemplaire est remis à l'acheteur.

Le contrat précise le contenu de la garantie, les modalités de sa mise en œuvre, son prix, sa durée, son étendue territoriale ainsi que le nom et l'adresse du garant.

En outre, il mentionne de façon claire et précise que, indépendamment de la garantie commerciale, le vendeur reste tenu de la garantie légale de conformité mentionnée aux articles L. 217-4 à L. 217-12 et de celle relative aux défauts de la chose vendue, dans les conditions prévues aux articles 1641 à 1648 et 2232 du code civil.

Les dispositions des articles L. 217-4, L. 217-5, L. 217-12 et L. 217-16 ainsi que l'article 1641 et le premier alinéa de l'article 1648 du code civil sont

intégralement reproduites dans le contrat.

En cas de non-respect de ces dispositions, la garantie demeure valable.  
L'acheteur est en droit de s'en prévaloir."

**Article L. 217-16** : "Lorsque l'acheteur demande au vendeur, pendant le cours de la garantie commerciale qui lui a été consentie lors de l'acquisition ou de la réparation d'un bien meuble, une remise en état couverte par la garantie, toute période d'immobilisation d'au moins sept jours vient s'ajouter à la durée de la garantie qui restait à courir.

*Cette période court à compter de la demande d'intervention de l'acheteur ou de la mise à disposition pour réparation du bien en cause, si cette mise à disposition est postérieure à la demande d'intervention."*

### **Code civil**

**Article 1641** : "Le vendeur est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage, que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus."

**Article 1648** : "L'action résultant des vices rédhibitoires doit être intentée par l'acquéreur, dans un délai de deux ans à compter de la découverte du vice. Dans le cas prévu par l'article 1642-1, l'action doit être introduite, à peine de forclusion, dans l'année qui suit la date à laquelle le vendeur peut être déchargé des vices ou des défauts de conformité» apparents.

*Dernière modification : 31/01/2025*

**CGV 21/01/2025 ARCHIVES**